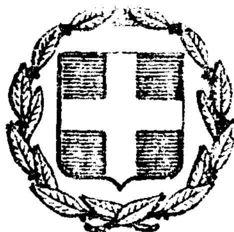


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ, 23 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1979	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 258

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 986

Περὶ κυρώσεως τοῦ ἀπὸ 17 Μαρτίου 1979 Γ' Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον Πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου τὸ ἀπὸ 17 Μαρτίου 1979 ὑπογραφὲν μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, Γ' Πρωτόκολλον Χρηματοδοτήσεως, μετὰ τοῦ συνημμένου ἐνδεικτικοῦ πίνακος, τῶν ὁποίων τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν γλῶσσαν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

PROTOCOLE FINANCIER

entre le Gouvernement de la République héllénique et le Gouvernement de la République française.

Dans le souci de poursuivre le renforcement des liens traditionnels d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays, le Gouvernement de la République héllénique et le Gouvernement de la République française sont convenus de conclure le présent protocole financier.

Article 1er

Montant et objet des facilités de crédit.

Le Gouvernement français consent au Gouvernement héllénique des facilités de crédit d'un montant maximum de CENT VINGT CINQ (125) millions de francs pour financer :

— dans la limite d'un montant maximum global de VINGT CINQ (25) MILLIONS de francs, l'achat en France de biens d'équipement et services français agreés par les deux parties et figurant sur la liste indicative annexée au présent protocole;

— pour le solde, l'achat en France de biens et services français destinés à la réalisation de projets industriels agreés par les deux parties et correspondant aux secteurs économiques qui figurent sur la liste indicative annexée au présent protocole.

Ces facilités de crédit prennent la forme :

— de prêts du Trésor public français d'un montant global maximum de VINGT CINQ (25) MILLIONS de francs,

— de crédits privés d'un montant global maximum de CENT (100) MILLIONS de francs garantis par la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE).

Article 2.

Mécanisme d'utilisation des facilités de crédit.

Le financement des projets qui seront retenus au titre du présent protocole est assuré par l'utilisation conjointe des prêts du Trésor, d'une part, des crédits privés garantis, d'autre part.

a) Le montant des droits de tirage sur les prêts du Trésor français est fixé à VINGT (20) % du montant rapatriable en France des commandes de biens et services français.

b) L'utilisation des prêts du Trésor public français est réservée au financement des accomptes versés aux fournisseurs français, qui seront donc égaux à VINGT POUR CENT (20 %) du montant des biens et services d'origine française. Le montant des acomptes versés à la commande devra être égal à DIX pour CENT (10 %) au moins du montant visé à l'alinéa a) ci-dessus.

c) Les crédits privés garantis couvrent le solde du financement des projets à concurrence de QUATRE-VINGT pour CENT (80 %) de la part rapatriable.

Article 3.

Modalités et conditions des facilités de credit.

a) Les prêts du Trésor portent intérêt à TROIS ET DEMI POUR CENT (3,5 %) sur le montant restant dû et sont amortissables en VINGT DEUX (22) ans, en TRENTE DEUX (32) semestrialités égales et successives à l'issue d'un différé d'amortissement de SOIXANTE DIX HUIT (78) mois.

b) Les intérêts courent à partir de la date de chaque tirage et sont liquidés et payés à la fin de chaque semestre.

c) Une convention d'application entre la Banque de Grèce agissant pour le compte du Gouvernement héllénique et le Crédit National agissant pour le compte du Gouvernement français precisera les modalités d'utilisation et de remboursement des prêts du Trésor français.

d) Les crédits privés garantis seront amortis :

— pour ce qui concerne les projets industriels en VINGT (20) semestrialités égales et successives à compter des livraisons d'équipement ou de la mise en service des installations, selon les stipulations du contrat commercial ou de la convention bancaire;

— pour ce qui concerne les biens d'équipement ou services en DIX (10) semestrialités égales et successives à compter des livraisons ou de l'execution.

Le contrat commercial ou la convention bancaire fixeront également les taux d'intérêt de ces crédits, qui seront les taux usuels des crédits de l'espèce. Ces crédits seront garantis par la Banque de Grèce.

e) La monnaie de compte et de paiement utilisée est le franc français.

Article 4.

Délai de mise en oeuvre.

Pour ouvrir droit aux crédits définis à l'article 1, les contrats particuliers passés avec les fournisseurs français devront être conclus au plus tard le 1er juillet 1980. Ils devront atteindre un montant minimum de DIX (10) MILLIONS de francs pour les projets industriels et de UN (1) MILLION de francs pour les biens d'équipement ou services.

Aucun tirage sur le prêt du Trésor ouvert par le présent Protocole ne pourra intervenir postérieurement au 1er juillet 1982.

Ces dates-limites pourront être prorogées d'un commun accord entre les administrations française et héllénique.

Article 5.

Modalités d'imputation.

L'imputation sur le présent protocole des contrats afférents aux projets industriels et aux biens d'equipement ou services visés à l'article 1er sera décidée per échange de lettres entre le Conseiller Commercial près l'Ambassade de France à ATHENES, agissant sur délégation des autorités françaises compétentes et le service compétent du Ministère de la Coordination.

La même procédure d'échange de lettres pourra modifier la liste indicative annexée au présent protocole.

Article 6.

Transport et assurance.

Les contrats financés au titre du présent protocole sont facturés au prix F.O.B.; toutefois, dans le cas où le transport serait effectué par un navire battant pavillon français et l'assurance contractée auprès d'une compagnie française, le financement du frêt et de l'assurance pourrait être assuré dans les proportions visées à l'article 1 ci-dessus, par utilisation du prêt du Trésor et des crédits privés garantis.

Article 7.

Entrée en application.

Le présent protocole entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Athènes, le 17 mars 1979
(en double exemplaire)

Pour le Gouvernement de la République héllénique,	Pour le Gouvernement de la République française,
Pierre PAPADAKIS	Philippe LAGAYETTE

LISTE INDICATIVE DES SÉCTEURS DE L'ÉCONOMIE HÉLLÉNIQUE ET DES BIENS D'ÉQUIPEMENT ET SERVICES POUVANT BENEFICIER DU FINANCEMENT PAR LES CREDITS OUVERTS PAR LE PROTOCOLE

1. Secteurs dont relèvent les projets industriels visés à l'article 1.

Télécommunications, télévision, informatique.

Unités de production pour les industries agricoles et alimentaires.

Mini-aciéries et ateliers complets pour l'industrie sidérurgique.

Production et distribution d'électricité (y compris les équipements électriques d'une cimenterie).

équipement électronique d'aéroport.

Lignes de production de plastique.

2. Biens d'équipement

Télécommunications.

Machines-outils.

Équipements et matériel agricoles.

Matériel et machines pour les industries alimentaires.

Matériel de radiologie et matériel chirurgical.

Matériel destiné à la recherche scientifique et médicale

Matériel de climatisation industrielle.

Matériel destiné aux chemins de fer et au métro (matériel de traction, matériel de télécommunications et de signalisation, machines et équipement de levage pour les ateliers d'entretien).

Matériel lourd de travaux publics (excavatrices, pelleteuses).

Bateaux divers.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΧΡΗΜΑΤΟΔΟΤΗΣΕΩΣ

Μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.

Εἰς τὴν προσπάθειαν τῆς συνεχίσεως τῶν παραδοσιακῶν δεσμῶν φιλίας καὶ συνεργασίας οἱ ὁποῖοι ἑνώνουν τὰ δύο κράτη,

ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας συνεφώνησαν τὴν σύναψιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου Χρηματοδοτήσεως.

Ἄρθρον 1.

Ποσὸν καὶ ἀντικείμενον τῶν πιστωτικῶν διευκολύνσεων.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις χορηγεῖ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν πιστωτικὰς διευκολύνσεις ὕψους ἑκατὸν εἴκοσι πέντε (125) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων, κατ' ἀνώτατον ὅριον, διὰ τὴν χρηματοδότησιν:

— τῆς προμηθείας ἀπὸ τὴν Γαλλίαν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν, ἀποδεκτῶν παρ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν καὶ ἀναφερομένων εἰς τὸ συνημμένον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα, συνολικοῦ ἀνωτάτου ποσοῦ εἴκοσι πέντε (25) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων,

— διὰ τοῦ ὑπολοίπου ποσοῦ, τῆς προμηθείας ἀπὸ τὴν Γαλλίαν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν προοριζομένων διὰ τὴν πραγματοποίησιν βιομηχανικῶν ἔργων, ἀποδεκτῶν παρ' ἀμφοτέρων τῶν μερῶν, εἰς τοὺς οἰκονομικοὺς τομεῖς οἱ ὁποῖοι ἀναφέρονται εἰς τὸν συνημμένον εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸν πίνακα.

Αἱ πιστωτικαὶ αὐταὶ διευκολύνσεις θὰ χορηγηθοῦν ὑπὸ τὴν μορφήν:

— δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου συνολικοῦ ἀνωτάτου ποσοῦ εἴκοσι πέντε (25) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων.

— ἰδιωτικῶν πιστώσεων, ἠγγυημένων ὑπὸ τῆς Γαλλικῆς Ἀσφαλιστικῆς Ἑταιρείας διὰ τὸ Ἐξωτερικὸν Ἐμπόριον (COFACE) συνολικοῦ ἀνωτάτου ποσοῦ ἑκατὸν (100) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων.

Ἄρθρον 2.

Μηχανισμὸς χρησιμοποιήσεως τῶν πιστωτικῶν διευκολύνσεων.

Ἡ χρηματοδότησις τῶν ἔργων τὰ ὁποῖα θὰ ἐγκριθοῦν εἰς τὰ πλαίσια τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου πραγματοποιεῖται διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως τόσον τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου, ὅσον καὶ τῶν ἠγγυημένων ἰδιωτικῶν πιστώσεων.

α) Τὸ ὕψος τῶν τραβηκτικῶν δικαιωμάτων ἐπὶ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου, καθορίζεται εἰς 20% τοῦ ἐπαναπατριστέου εἰς τὴν Γαλλίαν ποσοῦ τῶν παραγγελιῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν.

β) Τὸ προϊὸν τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου προορίζεται διὰ τὴν χρηματοδότησιν τῶν προκαταβολῶν πρὸς τοὺς γάλλους προμηθευτὰς αἱ ὁποῖαι οὕτω θὰ ἰσοῦνται πρὸς τὸ 20% τῆς ἀξίας τῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν γαλλικῆς προελεύσεως. Τὸ ποσὸν τῆς προκαταβολῆς κατὰ τὴν παραγγελίαν πρέπει νὰ ἰσοῦται πρὸς τὸ 10% τοὐλάχιστον τοῦ ποσοῦ τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον (α).

γ) Αἱ ἠγγυημέναι ἰδιωτικαὶ πιστώσεις καλύπτουν τὸ ὑπόλοιπον τῆς χρηματοδοτήσεως τῶν ἔργων μέχρι συμπληρώσεως τοῦ 80% τοῦ ἐπαναπατριστέου τμήματος.

Ἄρθρον 3.

Διαδικασία καὶ ὅροι παροχῆς τῶν πιστωτικῶν διευκολύνσεων.

Α) Τὸ ἐπιτόκιον τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου ἀνέρχεται εἰς 3,5% ἐπὶ τοῦ ἑκάστοτε ὀφειλομένου ὑπολοίπου. Τὰ δάνεια εἶναι ἐξοφλητέα εἰς εἴκοσι δύο (22) ἔτη εἰς τριάκοντα δύο (32) ἴσας διαδοχικὰς ἑξαμηνιαίας δόσεις, καταβλητέας μετὰ παρέλευσιν περιόδου χάριτος ἑβδομήκοντα ὀκτὼ (78) μηνῶν.

Β) Οἱ τόκοι ὑπολογίζονται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἑκάστης ἀναλήψεως ἐκκαθαρίζονται δὲ καὶ καταβάλλονται εἰς τὸ τέλος ἑκάστου ἑξαμήνου.

Γ) Σύμβασις ἐφαρμογῆς μεταξὺ τῆς CREDIT NATIONAL ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Γαλλικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργούσης διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως θὰ καθορίζη τὴν διαδικασίαν χρησιμοποιήσεως καὶ ἐξοφλήσεως τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου.

Δ) Αἱ ἠγγυημέναι ἰδιωτικαὶ πιστώσεις θὰ ἐξοφλοῦνται:

— ὅσον ἀφορᾷ τὰ βιομηχανικὰ ἔργα εἰς εἴκοσι (20) ἴσας διαδοχικὰς ἑξαμηνιαίας δόσεις ἀρχομένας ἀπὸ τῆς παραδόσεως τοῦ ἐξοπλισμοῦ ἢ τῆς θέσεως ἐν λειτουργίᾳ τῶν ἐγκαταστάσεων, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ ἐμπορικοῦ συμβολαίου ἢ τῆς τραπεζικῆς συμφωνίας,

— ὅσον ἀφορᾷ τὸν κεφαλαιουχικὸν ἐξοπλισμὸν ἢ τὰς ὑπηρεσίας, εἰς δέκα (10) ἴσας διαδοχικὰς ἑξαμηνιαίας δόσεις, ἀρχομένας ἀπὸ τῆς παραδόσεως ἢ τῆς ἐκτελέσεως.

Τὸ ἐμπορικὸν συμβόλαιον ἢ ἡ τραπεζικὴ σύμβασις θὰ καθορίζουν ὡσαύτως τὰ ἐπιτόκια τῶν πιστώσεων αὐτῶν, τὰ ὁποῖα θὰ εἶναι τὰ συνήθη ἐπιτόκια διὰ τὰς πιστώσεις τοῦ εἴδους τούτου. Αἱ πιστώσεις αὗται θὰ εἶναι ἠγγυημέναι ὑπὸ τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος.

Ε) Τὸ νόμισμα τῶν λογαριασμῶν καὶ τῶν πληρωμῶν εἶναι τὸ γαλλικὸν φράγκον.

Ἄρθρον 4.

Προθεσμία θέσεως ἐν λειτουργίᾳ.

Διὰ τὴν ἀπόκτησιν δικαιώματος ἀντλήσεως ἐκ τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ ἄρθρον 1 πιστώσεων, τὰ κατ' ἰδίαν συμβόλαια μετὰ τῶν γάλλων προμηθευτῶν θὰ πρέπει νὰ συναφθοῦν τὸ ἀργότερον μέχρι τῆς 1ης Ἰουλίου 1980. Θὰ πρέπει δὲ νὰ ἀνέρχωνται κατ' ἐλάχιστον ὅριον εἰς τὸ ποσὸν τῶν (10) ἑκατομμυρίων γαλλικῶν φράγκων προκειμένου περὶ βιομηχανικῶν ἔργων καὶ εἰς τὸ ποσὸν τοῦ ἑνὸς (1) ἑκατομμυρίου φράγκων προκειμένου περὶ κεφαλαιουχικοῦ ἐξοπλισμοῦ καὶ παροχῆς ὑπηρεσιῶν.

Οὐδεμία ἀνάληψις ἐκ τῶν δανείων τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου τῶν χορηγουμένων διὰ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου δύναται νὰ λάβῃ χώραν μετὰ τὴν 1ην Ἰουλίου 1982.

Αἱ προθεσμίαι αὗται δύνανται νὰ παραταθοῦν κατόπιν κοινῆς συμφωνίας τῶν γαλλικῶν καὶ ἑλληνικῶν ἀρχῶν.

Ἄρθρον 5.

Διαδικασία ὑπαγωγῆς εἰς τὸ Πρωτόκολλον.

Ἡ ὑπαγωγὴ εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον συμβολαίων ἀναφερομένων εἰς βιομηχανικὰ ἔργα καὶ ἀγορὰν κεφαλαιουχικοῦ ἐξοπλισμοῦ, ἢ παροχὴν ὑπηρεσιῶν, ὡς προβλέπονται εἰς τὸ ἄρθρον 1, θὰ ἀποφασίζεται δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μεταξὺ τοῦ Ἐμπορικοῦ Συμβούλου τῆς Γαλλικῆς Πρεσβείας εἰς τὴν Ἀθήνα, ἐνεργοῦντος διὰ λογαριασμὸν τῶν ἁρμοδίων γαλλικῶν ἀρχῶν καὶ τῆς ἁρμοδίας ὑπηρεσίας τοῦ Ὑπουργείου Συντονισμοῦ.

Διὰ τῆς ἰδίας διαδικασίας ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν θὰ δύναται νὰ τροποποιῆται ὁ συνημμένος εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐνδεικτικὸς πίναξ.

Ἄρθρον 6.

Μεταφορὰ καὶ ἀσφάλισις.

Τὰ συμβόλαια τὰ χρηματοδοτούμενα βάσει τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου θὰ τιμολογοῦνται εἰς τιμὰς FOB. ἐν τούτοις εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ μεταφορὰ θὰ ἐπραγματοποιεῖτο μὲ πλοῖον ὑπὸ γαλλικὴν σημαίαν καὶ ἡ ἀσφάλισις ὑπὸ γαλλικῆς ἑταιρίας, ἡ χρηματοδότησις τοῦ ναύλου καὶ τῶν ἀσφαλίστρων θὰ ἠδύνατο νὰ ἐξασφαλισθῇ, κατὰ τὰς ἀναλογίας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὸ ἄρθρον 1 διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως τοῦ δανείου τοῦ Γαλλικοῦ Δημοσίου κατὰ τῶν ἠγγυημένων ἰδιωτικῶν πιστώσεων.

Ἄρθρον 7.

Ἔναρξις ἐφαρμογῆς.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς του.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17ῃ Μαρτίου 1979

(εἰς διπλοῦν)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας
ΠΕΤΡΟΣ ΠΑΠΑΔΑΚΗΣ	PHILIPPE LAGAYETTE

ΕΝΔΕΙΚΤΙΚΟΣ ΠΙΝΑΞ

Τῶν τομέων τῆς ἑλληνικῆς οἰκονομίας καὶ τῶν κεφαλαιουχικῶν ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν τὰ ὁποῖα δύναται νὰ χρηματοδοτηθοῦν ἀπὸ τὰς πιστώσεις τοῦ Πρωτοκόλλου.

1. Τομεῖς εἰς τοὺς ὁποίους ἀναφέρονται τὰ εἰς τὸ ἄρθρον 1 βιομηχανικὰ ἔργα:

— Τηλεπικοινωνίαι, τηλεόρασις, πληροφορική,
— μονάδες παραγωγῆς διὰ γεωργικὰς βιομηχανίας καὶ βιομηχανίας εἰδῶν διατροφῆς,
— μικραὶ χαλυβουργικαὶ μονάδες καὶ πλήρη ἐργαστήρια διὰ σιδηροβιομηχανίας,
— παραγωγὴ καὶ διανομὴ ἠλεκτρικοῦ ρεύματος (συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ ἠλεκτρολογικοῦ ἐξοπλισμοῦ μιᾶς τσιμεντοβιομηχανίας),
— ἠλεκτρονικὸς ἐξοπλισμὸς ἀεροδρομίου,
— παραγωγὴ πλαστικῶν.

2. Κεφαλαιουχικὸς ἐξοπλισμός:

—τηλεπικοινωνίαι
—ἐργαλειομηχαναὶ
— γεωργικὰ μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς
— μηχανήματα καὶ ἐξοπλισμὸς βιομηχανίας εἰδῶν διατροφῆς
— ἀκτινολογικὰ μηχανήματα καὶ χειρουργικὰ ἐργαλεῖα
— ἐξοπλισμὸς προοριζόμενος δι' ἐπιστημονικὴν καὶ ἰατρικὴν ἔρευναν
— μηχανήματα κλιματισμοῦ βιομηχανιῶν
— ἐξοπλισμὸς προοριζόμενος διὰ τοὺς σιδηροδρόμους καὶ τὸ μετρὸ (μηχαναὶ ἕλξεως, τηλεπικοινωνιακὸν ὑλικὸν καὶ ὑλικὸν σηματοδοτήσεως, ἀνυψωτῆρες συνεργείων).
— βαρέα μηχανήματα δημοσίων ἔργων (ἐκσκαφεῖς, μηχανικὰ πτύα)
— πλοῖα διάφορα.

Ἄρθρον Δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟΥ — **ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ**
ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — **ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.
Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Νοεμβρίου 1979
Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 987

Περὶ ἐπιστροφῆς προικώων ἀκινήτων εἰς περίπτωσιν λύσεως τοῦ γάμου καὶ ἄλλων τινῶν διατάξεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

1. Εἰς τὸ ἄρθρον 1417 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος προστίθεται παράγραφος δευτέρα, ἔχουσα ὡς ἀκολούθως:

«Ἀκίνητα τῶν ὁποίων ἡ κυριότης μετεβιβάσθη εἰς τὸν ἄνδρα λόγῳ προικὸς κατὰ τὸ ἄρθρον 1413, ἐκποιοῦνται ἢ συνιστῶνται ἐπ' αὐτῶν ἐμπράγματα δικαιώματα ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς μόνον κατόπιν συναινέσεως τῆς γυναικὸς παρεχομένης διὰ συμβολαιογραφικοῦ ἐγγράφου. Ἐπὶ ἐκποιήσεως ἀντικείμενον τῆς προικὸς καθίσταται ἡ κατὰ τὴν ἐκποίησιν ἀξία τῶν ἀκινήτων.

Ἡ κατὰ παράβασιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης παραγράφου ἐκποίησις ἢ σύστασις ἐμπραγμάτων δικαιωμάτων εἶναι ἄκυρος ὑπὲρ τῆς γυναικὸς καὶ τῶν κληρονόμων της».

2. Εἰς τὸ ἄρθρον 1426 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος προστίθεται παράγραφος δευτέρα, ἔχουσα ὡς ἀκολούθως:

«Ἀκίνητα τῶν ὁποίων ἡ κυριότης μετεβιβάσθη εἰς τὸν ἄνδρα λόγῳ προικός, κατὰ τὸ ἄρθρον 1413, σῳζόμενα εἰς τὴν περιουσίαν αὐτοῦ κατὰ τὴν λύσιν τοῦ γάμου, περιέρχονται αὐτούσια αὐτοδικαίως εἰς τὴν γυναῖκα ἢ τοὺς κληρονόμους της.

3. Ἐμπράγματα δικαιώματα τρίτων ἐπὶ ἀκινήτων μεταβιβασθέντων εἰς τὸν ἄνδρα λόγῳ προικὸς κατὰ τὸ ἄρθρον 1413, ὑφιστάμενα κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος, δὲν θίγονται ὑπὸ τῶν διατάξεων τῶν προηγουμένων παραγράφων. Διὰ τὰ δικαιώματα ταῦτα ἔχει ἡ γυνὴ ἐνοχικὴν ἀξίωσιν κατὰ τοῦ ἀνδρὸς ἢ τῶν κληρονόμων του».

Ἄρθρον 2.

1. Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος ἀπαγορεύεται καὶ εἶναι ἄκυρος ὑπὲρ τῆς γυναικὸς καὶ τῶν κληρονόμων της ἢ δι' ἀναγκαστικῆς ἐκτελέσεως, ἐπισπευδομένης ὑπὸ τῶν δανειστῶν τοῦ ἀνδρός, ἄνευ τῆς συναινέσεως τῆς γυναικός, ἐκποίησις προικώων ἀκινήτων μεταβιβασθέντων εἰς τὸν ἄνδρα κατὰ τὸ ἄρθρον 1413 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, βάσει κατασχέσεως ἐπιβληθείσης μετὰ τὴν ἔναρξιν ἰσχύος τοῦ παρόντος.

2. Ἡ παράγρ. 2 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ παρόντος ἔχει ἐφαρμογὴν καὶ ἐπὶ γάμων λυομένων βάσει τοῦ Ν. 868/1979.

3. Ὁ ἀνὴρ ὁ παραβαίνων τὰς διατάξεις τῆς παρ. 1 τοῦ προηγουμένου ἄρθρου, ὡς καὶ οἱ μετ' αὐτοῦ συμπράττοντες, τιμωροῦνται κατὰ τὸ ἄρθρον 386 τοῦ Ποινικοῦ Κώδικος.

Ἄρθρον 3.

Ὁ τρόπος περιελεύσεως τῆς προικὸς εἰς τὴν γυναῖκα, τὰ τῆς σχετικῆς σημειώσεως εἰς τὰ βιβλία τῶν μεταγραφῶν καὶ πᾶσα περὶ τῶν θεμάτων τούτων λεπτομέρεια, καθορίζονται διὰ Προεδρικοῦ Διατάγματος, ἐκδιδομένου τῇ προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Δικαιοσύνης ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ παρόντος.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ ἄρθρου 1 καὶ τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος, προκειμένου περὶ γάμων λυομένων βάσει τοῦ Ν. 868/1979, ἄρχεται ἀπὸ τῆς 25ης Ἰουλίου 1979 εἰς πᾶσαν δὲ ἄλλην περίπτωσιν ἡ ἰσχὺς τῶν διατάξεων τούτων ἄρχεται ἀπὸ τῆς 16ης Ὀκτωβρίου 1979.

Ἡ ἰσχὺς τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 2 ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ παρόντος διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.
Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Νοεμβρίου 1979
Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(3)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 988

Περὶ ρυθμίσεως μισθολογικῶν τινῶν θεμάτων ἀφορώντων τοὺς Ἀξιωματικοὺς καὶ Ἀνθυπασπιστὰς τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων, τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας καὶ Λιμενικοῦ Σώματος.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον 1.

Μισθολογικὴ Προαγωγὴ Ἀξιωματικῶν.

1. Ἀξιωματικοὶ ἀπὸ τοῦ βαθμοῦ τοῦ Ὑπολοχαγοῦ μέχρι καὶ τοῦ Ἀντισυνταγματάρχου καὶ οἱ ἀντίστοιχοι τῶν λοιπῶν Κλάδων, ὡς καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Χωροφυλακῆς, τῆς Ἀστυνομίας Πόλεων καὶ τοῦ Πυροσβεστικοῦ καὶ Λιμενικοῦ Σώματος, συμπληροῦντες τὸν κάτωθι χρόνον πραγματικῆς συνολικῆς ὑπηρεσίας μονίμου—Ἀξιωματικοῦ, προάγονται μισθολογικῶς εἰς τὸν ἀνώτερον βαθμόν, ἐφ' ὅσον προβλέπεται οὗτος εἰς τὸ Σῶμα ἢ Γενικὴν εἰδικότητα τοῦ Σώματος εἰς ἣν ἀνήκουν, διὰ Πράξεως τοῦ ἁρμοδίου Ὑπουργοῦ καὶ παρέχεται εἰς τούτους ὁ βασικὸς μισθὸς τοῦ ἀνωτέρου βαθμοῦ, προσαυξανόμενος διὰ τῶν πάσης φύσεως ἐπιδομάτων καὶ λοιπῶν παροχῶν, ὡς ἐὰν οἱ Ἀξιωματικοὶ οὗτοι εἶχον προαχθῆ βαθμολογικῶς εἰς τὸν βαθμὸν τοῦτον:

α. Ὑπολοχαγοί: 7 ἔτη ἢ 4 ἔτη εἰς τὸν κατεχόμενον βαθμὸν

β. Λοχαγοί: 12 ἔτη ἢ 5 ἔτη εἰς τὸν κατεχόμενον βαθμὸν

γ. Ταγματάρχαι: 16 ἔτη ἢ 4 ἔτη εἰς τὸν κατεχόμενον βαθμὸν

δ. Ἀντισυνταγματάρχαι: 20 ἔτη ἢ 4 ἔτη εἰς τὸν κατεχόμενον βαθμόν.

2. Οἱ κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου λαβόντες τὰς ἀποδοχὰς τοῦ ἀνωτέρω βαθμοῦ Ἀξιωματικοὶ ἐπὶ τῇ ἀποχωρήσει των ἐκ τῆς ὑπηρεσίας, καθ' οἱονδήποτε τρόπον καὶ ἐφ' ὅσον κρίνονται ὡς προακτέοι, προάγονται αὐτοδικαίως εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ ὁποίου ὁ μισθὸς ἀπενεμήθη εἰς αὐτούς, πλὴν τῆς περιπτώσεως ἀποτάξεως ἢ ἀποστρατείας λόγῳ καταδίκης ἢ πειθαρχικοῦ παραπτώματος.

3. Διὰ τὴν αὐτοδικαίαν κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου βαθμολογικὴν προαγωγὴν τῶν Ἀξιωματικῶν ἡ κρίσις αὐτῶν ὡς προακτέων προκύπτει ἐκ τῶν οἰκείων πινάκων κρίσεως, ἄλλως ἐνεργεῖται ὑπὸ τοῦ κατὰ Κλάδον ἁρμοδίου Συμβουλίου Κρίσεως κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου περὶ ἱεραρχίας καὶ προαγωγῶν, βάσει σχετικῶν προτάσεων τῆς ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 2.

Μισθολογικὴ Προαγωγὴ Ἀνθυπασπιστῶν.

1. Οἱ Ἀνθυπασπισταὶ τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων, τῆς Ἑλληνικῆς Χωροφυλακῆς, τοῦ Λιμενικοῦ Σώματος καὶ οἱ τούτοις ἀντιστοιχοῦντες τῆς Ἀστυνομίας Πόλεων καὶ τοῦ Πυροσβεστικοῦ Σώματος, ἐξομοιοῦνται ἀπὸ ἀπόψεως ἀποδοχῶν πρὸς Ἀξιωματικούς, ἀναλόγως τῶν ἐτῶν παραμονῆς των εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ Ἀνθυπασπιστοῦ ἢ τῆς συνολικῆς πραγματικῆς ὑπηρεσίας των ὡς Ὑπαξιωματικῶν καὶ Ἀνθυπασπιστῶν, ὡς ἀκολούθως:

α. Ἀπὸ τεσσάρων (4) ἕως ἑπτὰ (7) ἐτῶν εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ Ἀνθυπασπιστοῦ ἢ ἀπὸ δέκα ἓξ (16) ἕως δέκα ἐννέα (19) ἐτῶν συνολικῆς πραγματικῆς ὑπηρεσίας, ὡς Ὑπαξιωματικῶν καὶ Ἀνθυπασπιστῶν, πρὸς Ἀνθυπολοχαγούς.

β. Ἀπὸ ἑπτὰ (7) ἕως ἕνδεκα (11) ἐτῶν εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ Ἀνθυπασπιστοῦ ἢ ἀπὸ δέκα ἐννέα (19) ἕως εἴκοσι τριῶν (23) ἐτῶν συνολικῆς πραγματικῆς ὑπηρεσίας, ὡς Ὑπαξιωματικῶν καὶ Ἀνθυπασπιστῶν, πρὸς Ὑπολοχαγούς.

γ. Ἄνω τῶν ἕνδεκα (11) ἐτῶν εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ Ἀνθυπασπιστοῦ ἢ ἄνω τῶν εἴκοσι τριῶν (23) ἐτῶν συνολικῆς πραγματικῆς ὑπηρεσίας ὡς Ὑπαξιωματικῶν καὶ Ἀνθυπασπιστῶν, πρὸς Λοχαγούς.

2. Διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τοῦ ἐν παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου χρόνου, α. προσμετρεῖται καὶ ὁ πέραν τῶν δύο (2) ἐτῶν χρόνος φοιτήσεως εἰς παραγωγικὴν Σχολήν, ἐφ' ὅσον ἡ διάρκεια τῆς φοιτήσεως εἰς τὴν Σχολὴν ταύτην εἶναι μεγαλυτέρα τῶν δύο ἐτῶν, β. δὲν λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν ὁ μὴ λογιζόμενος ὡς χρόνος ὑπηρεσίας εἰς τὸν βαθμόν, ὡς πρὸς τὸ δικαίωμα προαγωγῆς βάσει τῆς παραγράφου 7 τοῦ ἄρθρου 13 τοῦ Ν.Δ. 445/1974.

3. Ἡ ἐξομοίωσις συνίσταται εἰς τὴν λῆψιν τόσον τοῦ βασικοῦ μισθοῦ, ὅσον καὶ τῶν ἐπιδομάτων τοῦ ἀντιστοίχου βαθμοῦ πρὸς ὃν ἐξομοιοῦνται, ἐκτὸς τοῦ τεχνικοῦ ἐπιδόματος τὸ ὁποῖον ὑπολογίζεται ἐπὶ τοῦ βασικοῦ μισθοῦ τοῦ Ἀνθυπασπιστοῦ.

4. Ἀνθυπασπισταὶ προαγόμενοι εἰς Ἀξιωματικοὺς ἐξακολουθοῦν καὶ μετὰ τὴν προαγωγήν των νὰ ἐξομοιοῦνται μισθολογικῶς ὡς εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος καθορίζεται, προσμετροῦντες εἰς τὸν διανυθέντα χρόνον Ἀνθυπασπιστοῦ καὶ τὸν διανυόμενον τοιοῦτον εἰς τοὺς βαθμοὺς Ἀξιωματικῶν.

5. Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος καὶ μόνον οἱ μονιμοποιηθέντες ἐξ ἀνακατατάξεως Ἀνθυπασπισταὶ λογίζεται ὅτι κέκτηνται τοῦ βαθμοῦ τοῦ Ἀνθυπασπιστοῦ ἀφ' ἧς συνεπλήρωσαν ἐννεαετῆ (9ετῆ) πραγματικὴν ὑπηρεσίαν ἀπὸ τῆς ὀνομασίας των ὡς ἀνακατατεταγμένου Σμηνίου. Διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς ἐννεαετοῦς πραγματικῆς ὑπηρεσίας λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν καὶ προσμετρεῖται ἡ ὑπηρεσία:

α. Ἡ πραγματικῶς διανυθεῖσα μετὰ τὴν ὀνομασίαν των ὡς ἀνακατατεταγμένων Σμηνιῶν εἰς τὰς Ἐνόπλους Δυνάμεις καὶ εἰς τὰς λοιπὰς Δημοσίας Ὑπηρεσίας ὑφ' οἱανδήποτε σχέσιν, ἐφ' ὅσον ἀναγνωρίζεται ὡς συντάξιμος.

β. Ἡ εἰς Νομικὰ Πρόσωπα Δημοσίου Δικαίου καὶ Ὀργανισμοὺς Τοπικῆς Αὐτοδιοικήσεως πραγματικῶς διανυθεῖσα μετὰ τὴν ὀνομασίαν των ὡς ἀνακατατεταγμένων Σμηνιῶν, ἐφ' ὅσον αὕτη ἀναγνωρίζεται ὡς συντάξιμος ὑφ' οἱανδήποτε σχέσιν.

Ἄρθρον 3.

Αἱ παράγραφοι 1 ἕως 7 τοῦ ἄρθρου 52 τοῦ Ν.Δ. 445/74, ὡς τοῦτο συνεπληρώθη διὰ τοῦ Ν. 744/1977, ἀντικαθίστανται διὰ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος, ἡ δὲ παράγραφος 8 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου καταργεῖται ἀφ' ἧς ἴσχυσε.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1979.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ — ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ

ΚΩΝΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ — ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΕΩΣ

ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ — ΑΝΑΣΤΑΣΙΟΣ ΜΠΑΛΚΟΣ

ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ

ΕΜΜΑΝΟΥΗΛ ΚΕΦΑΛΟΓΙΑΝΝΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Νοεμβρίου 1979

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(4)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 919

Περὶ μερικῆς ἀνακλήσεως Διατάγματος καὶ κυρώσεως συμπληρωματικῶν Πινάκων Ἀξιωματικῶν Πολεμικῆς Ἀεροπορίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

α) Τὰ ἄρθρα 39, 43 καὶ 45 τοῦ Ν. Δ. 178/1969 «περὶ Ἱεραρχίας, Προαγωγῶν καὶ Τοποθετήσεων τῶν Μονίμων Ἀξιωματικῶν τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων».

β) Τὰς ὑπ' ἀριθ. 7 καὶ 8 ἀποφάσεις τῆς 34/1979 Συνεδριάσεως καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 4 τῆς 35/1979 Συνεδριάσεως τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ ὁρίζομεν:

I. Ἀνακαλοῦμεν:

1. Τὸ ὑπ' ἀριθ. 229/30.3.1979 Προεδρικὸν Διάταγμα «περὶ Κυρώσεως Συμπληρωματικῶν Πινάκων Ἀξιωματικῶν Πολεμικῆς Ἀεροπορίας» δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 65/4.4.1979 Φύλλον Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως (Τεῦχος Α') εἰς ὅτι ἀφορᾷ τοῦτο τὴν κύρωσιν τῶν κάτωθι συμπληρωματικῶν Πινάκων Ἔτους 1978—1979:

α) Ἀποστρατευτέου Ἀντισμηνάρχου Ἱπταμένου Παπανικολάου Ἰωάννου (4322), λόγῳ ἐπανακρίσεώς του ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων καὶ ἐγγραφῆς του εἰς εὐμενέστερον Πίνακα.

β) Ἀποστρατευτέου Ἀντισμηνάρχου Τεχνικοῦ Α' (Μηχανικοῦ) Κουρούκλη Νικολάου (4078), λόγῳ ἐπανακρίσεώς του ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων καὶ ἐγγραφῆς του εἰς εὐμενέστερον Πίνακα.

2. Τὸ ὑπ' ἀριθ. 323/8.5.1979 Προεδρικὸν Διάταγμα «περὶ Κυρώσεως Ὁριστικῶν Πινάκων Ἀνωτάτων καὶ Ἀνωτέρων Ἀξιωματικῶν Πολεμικῆς Ἀεροπορίας Ἔτους 1979—1980» δημοσιευθὲν εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 104/8.5.1979 Φύλλον Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως (Τεῦχος Α') εἰς ὅτι ἀφορᾷ τοῦτο τὴν κύρωσιν τῶν κάτωθι Πινάκων:

α) Ἀποστρατευτέου Ταξιάρχου Ἱπταμένου Ρούλια Εὐθυμίου (2322) λόγῳ ἐπανακρίσεώς του ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων καὶ ἐγγραφῆς του εἰς εὐμενέστερον Πίνακα.

β) Ἀποστρατευτέου Σμηνάρχου Ὑπηρεσίας Ἐδάφους (Ἐπετηρίδος Ἱπταμένων) Σαργένη Νικολάου (2332) λόγῳ ἐπανακρίσεώς του ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων καὶ ἐγγραφῆς του εἰς εὐμενέστερον Πίνακα.

γ) Προακτέων κατ' ἀρχαιότητα Ἀντισμηνάρχων Ἱπταμένων εἰδικῶς καὶ μόνον εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὸν Ἀντισμήναρχον Ἱπτάμενον Σταθακόπουλον Ἀχιλλέα (4622), λόγῳ ἐπανακρίσεώς του ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων καὶ ἐγγραφῆς του εἰς εὐμενέστερον Πίνακα.

II. Κυροῦμεν τοὺς ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Ἀρχηγῶν Γενικῶν Ἐπιτελείων συνταχθέντας, κατόπιν ἐπανακρίσεως τῇ προσφυγῇ τῶν ἐνδιαφερομένων, συμπληρωματικοὺς Πίνακας.

α) Ἔτους 1978—1979:

1) Παραμένοντος εἰς τὸν αὐτὸν βαθμὸν Ἀντισμηνάρχου Ἱπταμένου.

2) Παραμένοντος εἰς τὸν αὐτὸν βαθμὸν Ἀντισμηνάρχου Τεχνικοῦ Α' (Μηχανικοῦ).

β) Ἔτους 1979—1980:

1) Προακτέου κατ' ἀρχαιότητα Ταξιάρχου Ἱπταμένου.

2) Προακτέου κατ' ἀρχαιότητα Σμηνάρχου Ὑπηρεσίας Ἐδάφους (Ἐπετηρίδος Ἱπταμένων).

3) Προακτέου κατ' ἐκλογὴν Ἀντισμηνάρχου Ἱπταμένου.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

(5)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 920

Περὶ ἀνακατανομῆς κενῶν θέσεων Βοηθῶν εἰς θέσεις Ἐπιστημονικῶν Συνεργατῶν παρὰ τῇ Νομικῇ Σχολῇ τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

1) Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 26 (παρ. 4) τοῦ Ν. 815/1978 «περὶ ρυθμίσεως θεμάτων ἀφορώντων εἰς τὴν ὀργάνωσιν καὶ λειτουργίαν τῶν Ἀνωτάτων Ἐκπαιδευτικῶν Ἱδρυμάτων».

2) Τὴν σύμφωνον γνώμην τῆς Νομικῆς Σχολῆς (συνεδρία 7.2.79) καὶ τῆς Συγκλήτου (συνεδρία 11.4.79) τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν, καὶ

3) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 936/1979 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καί, Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, ἀποφασίζομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἐκ τῶν παρὰ τῇ Νομικῇ Σχολῇ τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν ὑφισταμένων θέσεων Βοηθῶν, αἱ κάτωθι κεναὶ τοιαῦται ἀνακατανέμονται εἰς θέσεις Ἐπιστημονικῶν Συνεργατῶν:

Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Α' Ἀστικοῦ Δικαίου.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Β' Ἀστικοῦ Δικαίου.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Ἱστορίας Ἑλληνικοῦ καὶ Ρωμαϊκοῦ Δικαίου.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Α' Ἐμπορικοῦ Δικαίου.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Ἐκκλησιαστικοῦ Δικαίου.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Α' Ποινικοῦ Δικαίου.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Β' Ποινικοῦ Δικαίου.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Συνταγματικοῦ Δικαίου.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Β' Πολιτικῆς Οἰκονομίας.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Γ' Πολιτικῆς Οἰκονομίας.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Δ' Πολιτικῆς Οἰκονομίας.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Γενικῆς Κοινωνιολογίας.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Στατιστικῆς.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Πολιτικῆς Ἐπιστήμης καὶ Πολιτικῶν Θεωριῶν.
Μία (1) θέσις τῆς Ἕδρας Μαθηματικῶν Οἰκονομικῆς Ἀναλύσεως.
Μία (1) θέσις τοῦ Σπουδαστηρίου Πολιτικῶν Ἐπιστημῶν.
Μία (1) θέσις τοῦ Σπουδαστηρίου Οἰκονομικῶν Ἐπιστημῶν.

Εἰς τὸν Ὑπουργὸν Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
ΙΩΑΝ. ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

(6)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 921

Περὶ μετατροπῆς κενῶν θέσεων ἐπικουρικῶν καθηγητῶν τῆς Φιλοσοφικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν εἰς ἐκτάκτους αὐτοτελεῖς ἕδρας τῆς αὐτῆς Σχολῆς καὶ καθορισμοῦ τοῦ τίτλου καὶ τοῦ περιεχομένου αὐτῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὰς διατάξεις:

α) Τοῦ ἄρθρου 27 (παρ. 1) τοῦ Ν. 815/78 «περὶ ρυθμίσεως θεμάτων ἀφορώντων εἰς τὴν ὀργάνωσιν καὶ λειτουργίαν τῶν Ἀνωτάτων Ἐκπαιδευτικῶν Ἱδρυμάτων».

β) Τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ Π.Δ. 704/1979 «περὶ περιορισμοῦ συναρμοδιοτήτων κατὰ τὴν ἔκδοσιν διοικητικῶν πράξεων ἐπὶ ἀντικειμένων ἁρμοδιότητος μεταξὺ Ὑπουργείων Προεδρίας Κυβερνήσεως, Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων καὶ Οἰκονομικῶν» (ΦΕΚ 204 Α').

γ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 10851/1979 βεβαίωσιν τῆς Ὑπηρεσίας Ἐντελλομένων Ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων.

2. Τὴν σύμφωνον γνώμην τῆς Φιλοσοφικῆς Σχολῆς (Συνεδρίαι: 26.1.79, 2.2.79 καὶ 9.2.79) καὶ τῆς Συγκλήτου (Συνεδρίαι: 27.2.79), τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν, καὶ

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 998/79 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, ἀποφασίζομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἐκ τῶν εἰς τὴν Φιλοσοφικὴν Σχολὴν τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν ὑφισταμένων θέσεων Ἐπικουρικῶν Καθηγητῶν, βάσει τῆς ὑπ' ἀριθ. 138/7.12.71 ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου (ΦΕΚ 255 Α') καὶ τοῦ Π.Δ. 109/77 (ΦΕΚ 37 Α'), αἱ κάτωθι κεναὶ τοιαῦται μετατρέπονται ὡς ἀκολούθως:

1. Τῆς τακτικῆς ἕδρας Α' Νέας Ἑλληνικῆς Φιλολογίας εἰς ἔκτακτον αὐτοτελῆ ἕδραν Νεοελληνικῆς Φιλολογίας μὲ περιεχόμενον: Ἑρμηνεία κειμένων Ἑλλήνων ποιητῶν καὶ πεζογράφων τοῦ 19ου καὶ 20οῦ αἰῶνος ἐν ἀναφορᾷ καὶ πρὸς τὰ λογοτεχνικὰ ρεύματα τῆς Εὐρώπης.

2. Τῆς τακτικῆς ἕδρας Α' Λατινικῆς Φιλολογίας εἰς ἔκτακτον αὐτοτελῆ ἕδραν Λατινικῆς Φιλολογίας μὲ περιεχόμενον:

Τὴν κλασσικὴν λατινικὴν γραμματείαν, κυρίως δὲ τὴν μεταγενεστέραν καὶ μεσαιωνικήν, ἔτι δὲ τὴν λατινικὴν ἐπιγραφικὴν καὶ παλαιογραφίαν, ὡς καὶ τὴν ἐξέτασιν τῶν ἐπιδράσεων τῆς λατινικῆς γραμματείας ἐπὶ τῶν νεωτέρων λογοτεχνιῶν.

3. Τῆς τακτικῆς ἕδρας Β' Φιλοσοφίας εἰς ἔκτακτον αὐτοτελῆ ἕδραν Ἱστορίας τῆς Φιλοσοφίας μὲ περιεχόμενον:

Τὴν Ἱστορίαν τῆς Νεωτέρας Εὐρωπαϊκῆς Φιλοσοφίας μέχρι τοῦ τέλους τοῦ 19ου αἰῶνος ἐν ἀναφορᾷ πρὸς τοὺς ἐκπροσώπους τῆς Φιλοσοφικῆς διανοήσεως τοῦ νεωτέρου Ἑλληνισμοῦ.

4. Τῆς τακτικῆς ἕδρας Ἱστορίας Μέσων καὶ Νεωτέρων Χρόνων εἰς ἔκτακτον αὐτοτελῆ ἕδραν Ἱστορίας καὶ Πολιτισμοῦ τῶν λαῶν τῆς Μέσης Ἀνατολῆς (κυρίως Τούρκων καὶ Ἀράβων) κατὰ τοὺς νεωτέρους χρόνους, περιλαμβάνουσα δευτερευόντως τὰς ἀντιστοίχους γλώσσας καὶ λογοτεχνίας.

5. Τῆς τακτικῆς ἕδρας Β' Λατινικῆς Φιλολογίας εἰς ἔκτακτον αὐτοτελῆ ἕδραν Γλωσσολογίας μὲ περιεχόμενον:

Ἱστορικοσυγκριτικὴν καὶ γενικὴν γλωσσολογίαν. (συγχρονικὴν ἀνάλυσιν τῆς γλώσσης, φωνολογίαν, Μορφολογίαν, Σημαιολογίαν, Σύνταξιν).

6. Τῆς τακτικῆς ἕδρας Β' Ἀρχαίας Ἑλληνικῆς Φιλολογίας εἰς ἔκτακτον αὐτοτελῆ ἕδραν τῆς Κοινωνικῆς Ψυχολογίας.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Προεδρικοῦ Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

ΙΩΑΝΝΗΣ ΒΑΡΒΙΤΣΙΩΤΗΣ

---

(7)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 922

Περὶ τροποποιήσεως τῶν παρ. 2 καὶ 4 τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Κανονισμοῦ Παροχῶν τοῦ Ταμείου Ἐπικουρικῆς Ἀσφαλίσεως Ἀρτοποιῶν.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 20 παρ. 11 τοῦ Ν.Δ/τος 135/1946 «περὶ Ταμείου Ἐπικουρικῆς Ἀσφαλίσεως Ἀρτοποιῶν».

2. Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 12 παρ. 2 τοῦ Ν. 400/1976 «περὶ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ Ὑπουργείων» (ΦΕΚ 203/1976, τ.Α').

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Δ3/2087/6.12.77 (ΦΕΚ 1278/77, τ.Β') ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ καὶ τοῦ Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν.

4. Τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 17 παρ. 2 ἐδάφ. α', περίπτ. αα' καὶ 113 παρ. 2 ἐδ. α' τοῦ Π. Δ. 544/77 «περὶ Ὀργανισμοῦ τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν» (ΦΕΚ 178/77, τ.Α') ὡς ἡ τελευταία αὕτη ἀντικατεστάθη διὰ τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 1 τοῦ Ν. 728/77 «περὶ τοῦ τρόπου ἐξοφλήσεως ὀφειλῶν τῶν ἡμερησίων Ἐφημερίδων Ἀθηνῶν ἐκ καθυστερουμένων ἀσφαλιστικῶν εἰσφορῶν πρὸς φορεῖς Κοινωνικῆς Ἀσφαλίσεως, ἁρμοδιότητος τοῦ Ὑπουργείου Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ ἄλλων τινῶν διατάξεων» (ΦΕΚ 316/77, τ. Α').

5. Τὴν πρότασιν τοῦ Δ. Σ. τοῦ Ταμείου Ἐπικουρικῆς Ἀσφαλίσεως Ἀρτοποιῶν ληφθεῖσαν κατὰ τὰς 246/27.6.79 καὶ 374/9.10.79 συνεδριάσεις αὐτοῦ.

6. Τὴν γνώμην τοῦ παρ' ἡμῖν Συμβουλίου Κοινωνικῆς Ἀσφαλείας (ἀριθ. συν. 24/29.8.79 τῆς Κ' περιόδου).

7. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 1069/79 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑφυπουργοῦ, ἀποφασίζομεν:

Ἄρθρον 1.

1. Τὰ ἐδάφια α, β καὶ γ τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ 312/75 Π. Δ/τος, ὡς ἀντικατεστάθησαν ὑπὸ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 591/76 Π. Δ/τος καὶ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 532/78 Π. Δ/τος, ἀντικαθίστανται ὡς ἀκολούθως:

«α) Διὰ τοὺς κατεργαζομένους ἀπὸ 128—135 χιλιόγραμμα ἀλεύρων ἡμερησίως, ἐκ τοῦ γινομένου τὸ ὁποῖον προκύπτει ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης ποσότητος ἀλεύρων ἡμερησίως, ἐπὶ συντελεστὴν 20,657.

β) Διὰ τοὺς κατεργαζομένους ἀπὸ 136—250 χιλιόγραμμα ἀλεύρων ἡμερησίως ἐκ τοῦ ἀθροίσματος τῶν γινομένων τὸ ὁποῖον προκύπτει ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης ποσότητος ἀλεύρων 135 χιλιογράμμων ἐπὶ συντελεστὴν 20,657 καὶ ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης

ποσότητος ἀλεύρων πέραν τῶν 135 χιλιογράμμων ἐπὶ συντελεστὴν 12,595.

γ) Διὰ τοὺς κατεργαζομένους πλέον τῶν 250 χιλιογράμμων ἀλεύρων ἡμερησίως, ἐκ τοῦ ἀθροίσματος τῶν γινομένων τὸ ὁποῖον προκύπτει ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης ποσότητος ἀλεύρων 135 χιλιογράμμων ἐπὶ συντελεστὴν 20,657, ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης ποσότητος ἀλεύρων 115 χιλιογράμμων (250—135) ἐπὶ συντελεστὴν 12,595 καὶ ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεργασθείσης ποσότητος ἀλεύρων πέραν τῶν 250 χιλιογράμμων ἐπὶ συντελεστὴν 6,348».

2. Ἡ παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ Π. Δ/τος 312/75, ὡς ἀντικατεστάθη ὑπὸ τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 591/76 Π. Δ/τος καὶ ὑπὸ τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 532/78 Π. Δ/τος, ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως:

«4. Ἡ κατὰ τὴν παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου σύνταξις γήρατος κατὰ μῆνα δὲν δύναται, ἐν πάσῃ περιπτώσει νὰ ὑπερβῇ τὰ τριάκοντα πέντε τριακοστὰ πέμπτα τῆς πλήρους συντάξεως, οὐδὲ τὸ ποσὸν τῶν 8.397 δρχ. μηνιαίως, οὔτε νὰ εἶναι κατωτέρα τῶν δέκα ἓξ τριακοστῶν πέμπτων τῆς πλήρους συντάξεως τῆς πρώτης κλάσεως, ὡς αὕτη καθορίζεται ἐκ τοῦ πολλαπλασιασμοῦ τοῦ συντελεστοῦ αὐτῆς ἐπὶ τὴν μέσην ἡμερησίαν κατεργασίαν ἀλεύρων 128 χιλιογράμμων, οὐδὲ τὸ ποσὸν τῶν 1.314 δρχ. μηνιαίως».

Ἄρθρον 2.

Αἱ ὑπὸ τοῦ Ταμείου παρεχόμεναι συντάξεις, ὧν ἡ ἔναρξις καταβολῆς ἐμπίπτει εἰς τὸ μέχρι τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος χρονικὸν διάστημα ἀναπροσαρμόζονται, οἴκοθεν, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ταμείου, βάσει τῶν νέων συντελεστῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 16 τοῦ Π. Δ/τος 312/75.

Ἡ ἐκ τῆς ἀναπροσαρμογῆς τῶν συντάξεων προκύπτουσα διαφορὰ καταβάλλεται ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος.

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς 1ης τοῦ ἐπομένου τῆς δημοσιεύσεώς του, διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, μηνός.

Εἰς τὸν ἐπὶ τῶν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑφυπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Π. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Νοεμβρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

Ο ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ

ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΠΟΣΤΟΛΑΤΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ